

Paris, le 29 mars 2022

AUTORISATION UNIQUE D'ÉLIMINATION 2022/001

Vu le livre II du Code du patrimoine ;

*Vu la convention entre le Service interministériel des Archives de France, les Archives Nationales
et le Groupe La Poste du 7 janvier 2022, notamment ses article 7 et 10*

Conformément aux dispositions de l'article R. 212-14, al. 1 du Code du patrimoine, une autorisation unique d'élimination est accordée au groupe La Poste aux conditions et pour les documents d'archives précisés ci-après.

ARTICLE 1. SERVICE CONCERNE

Sont concernées par cette autorisation unique les archives produites et détenues par :

- La Poste, société anonyme, dont le siège social est 9 RUE DU COLONEL PIERRE AVIA – 75015 PARIS.

ARTICLE 2. PERIMETRE DOCUMENTAIRE CONCERNE

L'autorisation unique d'élimination s'applique aux typologies documentaires, quel que soit leur support, identifiées comme éliminables décrites dans les référentiels de conservation listés dans le présent article à condition que la durée d'utilité administrative préconisée soit écoulée :

- Tableau de gestion des documents Fonctions communes à l'ensemble des directions à compétence nationale d'octobre 2000,
- Tableau de gestion des documents de la Médiation de la consommation du groupe La Poste de décembre 2018

Les tableaux de gestion de La Poste ont été validés par courrier PE/SB-AD/DEP 732 du service interministériel des archives de France du 21 juin 2001 et à nouveau visés le 10 mars 2022.

L'autorisation unique d'élimination ne s'applique pas :

- Aux typologies documentaires non identifiées dans les référentiels de conservation et les fonctions listés ci-dessus ;
- Aux archives définitives identifiées comme telles dans un référentiel de conservation ou déjà conservées comme archives historiques dans un dépôt d'archives.

ARTICLE 3. SUIVI ET MISE A JOUR DU PERIMETRE DOCUMENTAIRE CONCERNE

La présente autorisation, et notamment les tableaux de gestion visés au 2, sont revus et, le cas échéant, mis à jour lors de la réunion annuelle prévue par l'article 10 de la convention susvisée ou lors de réunions d'opportunité à l'initiative du Service interministériel des Archives de France ou de la direction des archives du Groupe La Poste.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'APPLICATION

La présente autorisation est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1. Au sein du Groupe La Poste, tout projet d'élimination doit être validé par la directrice des archives du Groupe La Poste, responsable de la politique d'archivage et garant de sa mise en œuvre.
2. Les éliminations réalisées seront enregistrées de manière à garantir leur traçabilité et celle des documents concernés et ces enregistrements tenus à la disposition du Service interministériel des Archives de France.
3. Le suivi des éliminations est réalisé via l'enquête annuelle du Service interministériel des Archives de France et lors de la réunion annuelle entre ce dernier et La Poste.

Catherine JUNGES

Sous-directrice de la collecte, de la conservation et de l'archivage électronique

Paris le 29 mars 2022
Direction générale des patrimoines et de l'architecture
Service interministériel des archives de France
Sous-direction de la collecte, de la conservation
et de l'archivage électronique